

L'ISLAM AFRICAIN FACE À LA MONTÉE DES RADICALISMES



**L'Islam africain
face à la montée
des radicalismes**

Le présent rapport est fondé sur les opinions exprimées par les intervenants et participants à un atelier organisé par Interaxions, le cercle de réflexion de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure.

Le présent rapport est diffusé pour nourrir la réflexion.

Il ne s'agit pas d'un document analytique et il ne représente la position officielle d'aucun des organismes participants.

L'atelier s'est déroulé conformément à la règle de Chatham House ; les intervenants ne sont donc pas cités et les noms des conférenciers et des participants ne sont pas révélés.

« Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages ou images publiées dans la présente publication, faite sans l'autorisation écrite de l'auteur est illicite et constitue une contrefaçon ».

(Loi du 11 mars 1957, art.40 et art. 41 et Code pénal art. 425).

Imprimé en France, septembre 2017/

© Direction Générale de la Sécurité Extérieure

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| Présentation | 5 |
| Introduction..... | 7 |
| L'islamisation de l'Afrique ? | 9 |
| Le contexte socio-politique..... | 13 |
| La radicalisation..... | 19 |
| La violence | 23 |
| Les réseaux confrériques..... | 27 |
| La question peuhle..... | 31 |
| Les ressorts de l'influence extérieure..... | 35 |
| L'Islam comme projection de puissance..... | 41 |
| Quelle perspectives et que faire ? | 45 |
| Ordre du jour | 51 |

Présentation

Interaxions, le cercle de réflexion de la DGSE, a pour mission d'enrichir les capacités d'analyse et d'anticipation de la DGSE dans un contexte international particulièrement incertain, en situant la DGSE au carrefour des connaissances pour mieux comprendre le présent et anticiper l'avenir. La réflexion stratégique et prospective, complémentaire au renseignement, contribue à l'indépendance d'évaluation de notre Nation.

Interaxions constitue un lieu de rencontre privilégié pour interagir avec toutes les expertises, universitaires, académiques ou professionnelles, françaises ou étrangères, sur le seul critère de l'excellence.

Chacun, par son expérience et par son approche spécifique, détient une des multiples clés de compréhension de la réalité. Cela permet aussi de faire profiter les participants extérieurs de l'expertise parfois unique de nos analystes. Interaxions contribue au décloisonnement et au dialogue entre ces différents acteurs.

Les évènements organisés par Interaxions sont ouverts à la communauté française du renseignement, à nos partenaires institutionnels et correspondants nationaux, et plus largement à l'écosystème français de la réflexion stratégique, auquel Interaxions apporte sa contribution. Certains évènements sont organisés avec nos homologues étrangers.

Introduction

Interaxions, le cercle de réflexion de la DGSE, a organisé le 20 avril 2017 un colloque autour du sujet de « l'Islam africain face à la montée des radicalismes ».

Lors de cette journée d'étude le propos d'introduction et les quatre tables rondes successives ont été animés par plus d'une quinzaine d'intervenants pluridisciplinaires.

La présente publication présente une synthèse des présentations et des débats de ce colloque. Celui-ci s'est déroulé conformément à la règle de Chatham House ; les intervenants ne sont donc pas cités et les noms des conférenciers et des participants ne sont pas révélés.

Le texte qui suit ne représente en aucun cas la position de la DGSE, mais celle des intervenants.

La centaine d'invités a été choisie parmi les partenaires institutionnels du Service, la communauté française du renseignement et la communauté française de réflexion stratégique.



**L'islamisation
de l'Afrique ?**

L'islamisation de l'Afrique ?

La dynamique d'islamisation en Afrique est à apprécier selon trois approches :

- **numérique** : selon le *Pew Research Center*, on trouvait en Afrique, en 1900, 14 % de chrétiens pour 9 % de musulmans, contre 57 % de chrétiens pour 29 % de musulmans aujourd'hui. Cette islamisation est donc à nuancer.

La christianisation de l'Afrique au cours du XX^e siècle a vraisemblablement suscité une réaction défensive de l'Islam africain, face à l'influence sans commune mesure des églises catholiques et protestantes. À leur tour, les organisations musulmanes entendent développer leur influence et rayonnement à travers des structures éducatives et médicales.

- **qualitative** : il convient de rester prudent sur les représentations associées à l'Islam africain. Il est erroné de discriminer un bon et un mauvais islam, l'un tolérant et « conforme aux attentes de l'Occident » (qui serait constitué par l'Islam soufi et syncrétique), et l'autre importé et radical. D'une part, ce sont les groupes soufis qui ont mené le jihad avec succès dès le XVII^e siècle, aboutissant à la conquête de territoires et posant les bases de proto-État précoloniaux. Ces confréries sont aujourd'hui parties intégrantes de l'*establishment*. D'autre part, cela suppose de se placer en théologien, ce qui comporte des risques majeurs et une absence de légitimité.

Par ailleurs, le développement de l'Islam n'indique pas de « radicalisation » des pratiques religieuses. La prolifération de mosquées en Afrique subsaharienne ne marque pas en tant que tel un phénomène de radicalisation, ni d'homogénéité ou de dissidence. La multiplication de lieux de culte, sans clergé structuré, peut au contraire suggérer une fragilisation.

- **politique** : s'agit-il d'une politisation de l'Islam ou d'une islamisation du politique ? L'irruption de l'islamisme radical dans le champ politique propose un projet de société qui s'exprime notamment dans le recours à la « violence symbolique » et ouvre un prolongement possible par la « violence physique ». L'islamisation s'explique également par la faillite progressive de l'école, incapable de prendre en compte des populations en forte croissance démographique. Cela, uni à la distension du lien social en Afrique subsaharienne, permet à l'islamisme de récupérer des événements nationaux et internationaux, en les réinterprétant sous un vernis religieux.

Certains observateurs estiment que « diagnostiquer aujourd'hui l'islamisation de l'Afrique révèle un grand retard dans l'analyse des symptômes du patient ». Trois grandes catégories de pays se distinguent : les pays touchés par l'islamisme radical, à l'instar du Mali ; les pays sous pression (Niger, Mauritanie...) ; les pays jusqu'à présent épargnés par le phénomène comme le Sénégal ou le Burkina-Faso. Aujourd'hui, le stade du déni semble être dépassé, après un moment de pétrification des autorités locales. La reconnaissance du problème semble acquise, avec un décalage d'une vingtaine d'années.



**Le contexte
socio-politique**

Le contexte socio-politique

Afin de disposer d'une vision fine de cette dynamique, il faut considérer les conditions locales et contextuelles, qui nourrissent les idéologies de combat. Ainsi, le jihad est présent en Afrique subsaharienne depuis plusieurs siècles et a connu quelques épisodes majeurs au XIX^e siècle par l'existence de califat sur des territoires géographiques étendus.

Les multiples récits et imaginaires organisent les communautés. Cet environnement est propice à rassembler plus de disciples et de militants autour des ressorts religieux de l'Islam, en particulier par sa tradition discursive qui génère une tension entre l'imaginaire, le texte et son interprétation.

Ainsi, l'Afrique s'est-elle islamisée, ou l'Islam s'est-il africanisé ? Historiquement, les seuls moments où existaient des tribunaux musulmans étaient sous l'Administration française créée par Faidherbe. Ce système de transaction a créé le « modèle islamowolof » (forme de syncrétisme entre un islam traditionnel et une culture locale). Puis les leaders religieux ont traduit le langage culturel en message politique, pour atteindre un mouvement de masse. À cet égard, le Sahara n'est pas une barrière qui réduirait les échanges : au contraire, cet espace est à considérer comme une « mer intérieure ». Le Sahara n'est ni un « espace inutile », ni « une zone périphérique » et l'Islam s'y est diffusé par la circulation et le commerce dans la zone subsaharienne.

La dynamique d'islamisation s'est appliquée au sein d'États africains qui ne sont pas centralisés, dont la force et la puissance reposent sur le nombre de communautés qu'ils contrôlent. Il n'y

a pas de notion de contrat social, ni d'inclusivité. Ces États ne cherchent pas à assimiler, ni à jouir d'un territoire où la notion de frontière n'est pas pertinente. Ils s'appuient sur la gestion des pluralismes, qui ouvre un espace à des manifestations liées à la gouvernance et au sentiment de marginalisation.

Le Sénégal constitue un îlot de stabilité, pour des motifs très spécifiques. Il est le seul pays à bénéficier d'un « modèle islam-wolof » de contrat social, ce qui constitue une différence majeure avec les autres pays de la région. L'exemple sénégalais permet d'élargir la focale au-delà du Sahel : les pays de la côte où l'Islam prospère sont à considérer (dont la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Bénin).

La pauvreté, le repli sur soi, le manque d'éducation concourent à la radicalisation, amplifiée par l'insécurité, les trafics, les défauts d'assistance et plus généralement le défaut d'État. L'aporie des idéologies et des régimes permet à la mosquée de revêtir de manière croissante le rôle de lieu alternatif d'existence. Il est à cet égard révélateur de constater que la plupart des partis islamistes sont très souvent accompagnés des mots « justice » et « développement ».

L'échec des mises en place d'un islam national est similaire à d'autres cas, comme au Caucase ou en Bosnie, où se sont développées des stratégies de radicalisme islamique. Ainsi, l'islamisme radical devient le nouvel étendard de revendications séculaires, mais dont les développements sont fluctuants. Le cas soudanais est emblématique : après une prise du pouvoir par un mouvement se réclamant de l'islamisme radical, ce mouvement s'est aujourd'hui dilué dans une forme religieuse très traditionnelle.

D'autres clés de lecture sont pertinentes : l'opposition entre un islam de « robe » et un islam « sans culotte » fait apparaître une mécanique de l'Islam africain qui se caractérise par une dichotomie entre un islam de pouvoir et un islam de contestation. Par ailleurs, c'est la question de la gouvernance du religieux dans un État laïc, face à l'arrivée d' « entrepreneurs de morale », qui reste posée. Enfin, l'islamisme prospère à l'ombre d'une lutte plus large, entre une élite francophone au pouvoir et une élite arabophone qui en est exclue.



La radicalisation

La radicalisation

Sur les facteurs de radicalisation, certains observateurs soulignent que ce phénomène est « l'enfant de l'arrogance des injustes et de l'ignorance de ceux qui se sentent victimes. Elle est le ferment de la communauté internationale des vulnérables ». Si le jihad a signifié autrefois la résistance contre la colonisation, c'est une lutte qui est aujourd'hui dirigée contre les gouvernants. Ces premiers signaux n'ont d'ailleurs pas été suffisamment compris comme une mutation lente des sociétés concernées. La radicalité est avant tout une « radicalité mentale », c'est-à-dire une perception binaire du monde. L'Islam radical apparaît dans ce contexte comme le « syndicat unitaire des nouveaux damnés de la terre ».

Selon certains observateurs, la tendance qui anime l'islamisme radical africain est d'abord de purifier la communauté des croyants (takfirisme) plutôt que de tenter de convertir les Chrétiens. L'expansion de l'islamisme radical en Afrique s'est réalisée selon des modalités très distinctes parmi lesquels opèrent des facteurs ethniques, l'instrumentalisation d'idées radicales qui se greffent à des problèmes séculaires, ou encore les tensions agissant entre décomposition et renforcement des États.

La radicalisation des sociétés africaines bénéficie aux mouvements armés violents et terroristes et facilite l'exploitation des idéologies face aux diverses rancœurs nourries par la population. Un autre vecteur du développement de l'islamisme radical est la capillarité entre groupes. Le discours du jihad local est également nourri par la présence étrangère, accusée des maux de la sous-région. Ce sont alors les porteurs d'un islamisme radical

qui représentent l'espoir et le changement politique.

La religion n'est en réalité pas l'élément décisif initial : les ressorts sont davantage de nature politique (pluralisme, remise en question de l'État-Nation), socio-économique (statut, accès aux ressources) et liés à la gouvernance du religieux dans un État laïc.



La violence

La violence

L'émergence de la violence portée par le phénomène de radicalisation islamique dans la région pose la question de l'endocritinement religieux comme vecteur de la violence, après une période inerte liée à la guerre froide. Selon plusieurs observateurs, il s'agit d'abord d'une violence symbolique qui s'impose progressivement dans le discours, dans l'attente des moyens d'une violence physique.

Concrètement, certaines mosquées wahhabites de la région entretiennent une population jeune en rupture de ban. Cette population est résiliente en dépit de certaines mesures des autorités visant à limiter leur expression. S'ils ne détiennent pas encore les moyens d'une violence physique, la violence verbale est déjà bien développée et prégnante.

Cette violence s'incarne dans l'espace public par des marqueurs et des signifiants très forts, cultivant la piété comme contrôle social. L'appropriation de l'islamité est associée à une recherche du passé, à la souveraineté et à l'ordre – d'apparence et d'apparat. L'application de la charia au début de la crise malienne peut être comprise dans cette perspective.

La radicalisation au sein des mouvements pentecôtistes témoigne également d'une binarisation du monde (référence au diable comme valeur majeur, recours à l'exorcisme) où la parole y injecte une forme de violence. La violence symbolique crée un climat général où la violence physique est préparée. Cette préparation n'est donc pas seulement façonnée par le jihadisme.

Enfin, les groupes violents se sont développés sur le terreau d'États faillis dans lesquels les tensions sociales et religieuses sont exacerbées. Les pouvoirs publics n'ont pas jugulé cette crispation croissante. La criminalisation à des fins de « survie » est une cause prépondérante de l'expansion de la violence, où la dimension économique prime la motivation religieuse. De surcroît, la militarisation des régimes politiques en place concourt à enclencher un cycle de réactions violentes.



Les réseaux confrériques

Les réseaux confrériques

L'immixtion entre pouvoir religieux et pouvoir politique est très forte en Afrique (le pouvoir est adossé à des puissances invisibles). Dans ce cadre, l'opposition entre un « Islam noir » et un monde non-confrérique, plus ou moins salafiste, est une schématisation excessive. Le premier n'est pas une protection contre le second, car il y a des passerelles entre les deux. En outre, le monde confrérique est lui-même travaillé par un réformisme intérieur.

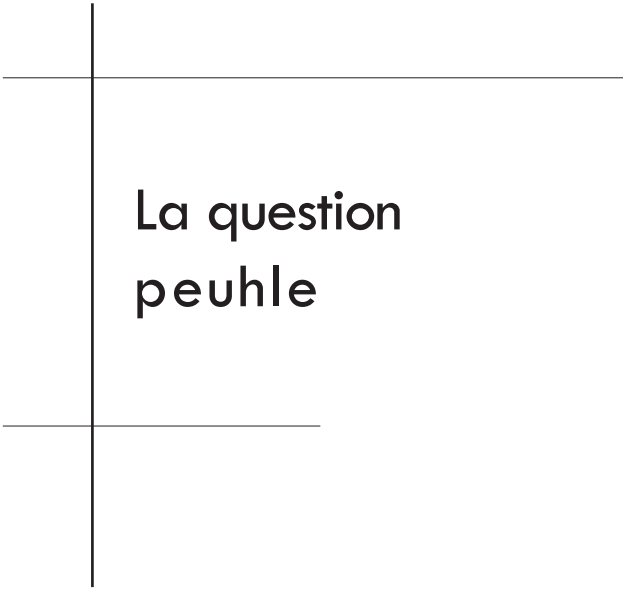
En Afrique de l'Ouest, la Tijaniyya est en position dominante. Elle se décompose en deux branches (12 grains et 11 grains). La Tijaniyya s'est définie à travers ses conflits internes, vis-à-vis de l'administration coloniale puis par un rapport adouci au pouvoir politique post-indépendance.

Aujourd'hui, les responsables des confréries sont des descendants des fondateurs. Cette caractéristique n'est plus décisive et les incite à construire de nouvelles légitimités. Pour ce faire, certains responsables de confréries cherchent à :

- s'affirmer à travers leur formation au droit islamique et effectuent des cursus à l'étranger (Arabie saoudite par exemple) ;
- implanter localement des instituts de formation religieuse, bénéficiant de soutiens étrangers ;
- embrasser une trajectoire assimilable à celle « d'entrepreneurs religieux », en s'appuyant le cas échéant sur la création d'associations et d'ONG ;

- mettre en place de moyens médiatiques dédiés (radios notamment).
- multiplier les relations avec les autres tendances de l'Islam, notamment les organisations musulmanes constituées en fédérations.

Les réseaux confrériques, qui demeurent traditionnels et claniques, peuvent constituer dans une certaine mesure un rempart à la radicalisation. Ils sont susceptibles de résister au radicalisme à condition d'être inclus dans le jeu démocratique et dans l'équilibre politique. Toutefois, ces réseaux confrériques sont affaiblis par les critiques relatives à leur corruption et à leur ancrage au pouvoir. Par ailleurs, le phénomène des néo-confréries suggère que les confréries sont en crise face à un choc de modernité.



**La question
peuhle**

La question peuhle

Comptant environ 30 millions d'individus, les Peuhls se composent de deux groupes sociaux :

- Les Rimbés : ils forment les élites politiques (anciennement proches de l'administration coloniale, qui ont formé la chefferie traditionnelle), les leaders de la Tijaniyya et de la Qadiriyya, les responsables des écoles coraniques.
- Les pasteurs nomades : ils détiennent l'économie de la région, mais restent très vulnérables et tendent à se paupériser et à se radicaliser.

Dans le centre du Mali, les Peuhls cohabitent avec les Touaregs et la population Dogon. Les équilibres locaux ont été modifiés dès 2012 lors de l'occupation du territoire par la rébellion touarègue, puis en 2013 lors de l'opération Serval. Ces événements ont accru la conflictualité entre groupes, en particulier entre Touaregs et pasteurs nomades à cause de la faiblesse des ressources pastorales. En outre, la Charte pastorale du Mali a créé des tensions progressives avec les agriculteurs éleveurs dogons au sujet des délimitations des pistes pastorales. Ces luttes ont été instrumentalisées par les mouvements jihadistes.

Les Peuhls ont cherché à s'armer pour se protéger et lutter contre le vol de bétail. Le refus du ministère malien de la défense d'armer ces groupes a suscité une grande frustration, d'autant plus vive que les autres groupes locaux étaient déjà armés et considérés par l'État comme des milices. Les Peuhls se sont

alors tournés vers le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), qui les a formés et équipés. Ainsi, les principaux motifs de ralliement à des groupes radicaux sont liés à des motifs de protection, de réaction à leur marginalisation et à un sentiment de trahison à l'égard des élites politiques. Cette situation a enclenché un cycle de répression puis de rébellion peuhle.

Ainsi, la radicalisation des populations peuhles ne procèdent initialement d'aucune motivation idéologique. Elles se sont radicalisées sous l'effet conjugué d'une crise environnementale, d'une accélération de leur paupérisation, du recours à la criminalité comme moyen de subsistance, de l'explosion du marché des armes et d'une affirmation politique et sociale.



**Les ressorts
de l'influence
extérieure**

Les ressorts de l'influence extérieure

L'islamisme radical n'est pas un phénomène importé dans la zone considérée. Les jihads locaux y sont anciens, nourris de dynamiques locales. La prégnance de ce phénomène est donc antérieure au wahhabisme et à l'influence des pays du golfe arabo-persique, qui s'est exprimée avec force dans les années 1970. Selon certains experts, le wahhabisme n'est donc pas la cause de l'islamisme radical en Afrique subsaharienne.

Pour d'autres observateurs, l'islamisation en Afrique s'est accélérée sous l'effet d'influences extérieures, en particulier des pays du Golfe qui ont mêlé flux idéologique et flux financier. Les largesses financières des pétromonarchies ont été distribuées sur le continent au moment où intervenait une grande sécheresse et où les capacités budgétaires des États africains et européens se réduisaient. Dans ce contexte, cette influence a contribué à casser le lien social et a concouru à multiplier les lignes de fracture, amplifiées par les guerres d'influence menées par les pays étrangers. La stratégie de prédication par l'exemple, la pénétration de l'école par les frères musulmans et les diverses influences procèdent d'une infiltration progressive et aboutissent à un phénomène de délaïcisation.

Les influences extérieures se manifestent par l'appui fourni à des acteurs locaux, par l'utilisation de conflits et de lignes de rupture qui traversent les sociétés locales. Parmi ces lignes structurantes, figurent :

- la mondialisation de l'Islam africain, par la réduction du temps et des espaces. L'effet d'un « jihad globalisé » est

perceptible, en miroir des stratégies de lutte contre le terrorisme. On observe une prolifération de groupes terroristes jihadistes qui se définissent par rapport à l'extérieur ;

- la transnationalisation des acteurs et des lieux, notamment le retour des étudiants arabisants en Afrique subsaharienne qui contribue à l'épuisement des structures traditionnelles et à l'élaboration d'une affirmation de soi et d'une nouvelle identité. Cette combinaison aboutit à un dépassement par l'appartenance à une communauté religieuse à dimension universelle, tout en aiguissant la lutte des « places pour l'emploi », pour la légitimité, pour la reconnaissance sociale et le statut. Cette dynamique achève de cristalliser l'opposition entre élites francophones et élites arabophones.

Les influences extérieures jouent sur des leviers sociaux, ethniques, économiques ou confessionnels selon les contextes et les champs politiques locaux. Ces influences extérieures sont efficaces si des réseaux transnationaux sont établis et si le cadre étatique, sécuritaire et politique est suffisamment affaibli pour être perméable et faire vivre une contre-société, souterraine et parfois violente. Les ressorts et effets produits sont donc distincts selon les zones, comme le montrent les cas suivants :

- bien que recevant des financements extérieurs pour la construction de mosquées et de madrasas, les Dogons ne sont pas radicalisés ;
- plusieurs pays du Maghreb et du Golfe nourrissent le projet de former les imams dans une logique de

recherche d'hégémonie, capitalisant sur le prestige local des diplômés étrangers ;

- les relais extérieurs participent à l'obtention d'une légitimité politique interne ou externe, par exemple en cas de concurrence pour l'accès aux ressources ;
- les relais extérieurs participent à l'obtention d'une légitimité politique interne ou externe, par exemple en cas de concurrence pour l'accès aux ressources ;
- certains pays saisissent diverses opportunités d'influence, à l'instar de la Turquie courtisée en Côte d'Ivoire, qui étouffe la présence de l'Islam turc sur le continent.

Enfin cette influence n'est pas homogène et reflète également les luttes internes à l'Islam dans sa définition du XXI^e siècle, où se mêlent des attributs identitaires, la quête de symboles et une dynamique globale de concurrence. L'Afrique subsaharienne n'est donc pas en marge de la mondialisation.



**L'Islam comme
projection
de puissance**

L'Islam comme projection de puissance

La religion comme instrument de projection de puissance doit être nuancée. L'absence de clergé, l'absence d'hégémonie théologique et les aléas de l'interprétation limitent la capacité de l'Islam sunnite à articuler un discours unique et structurant. L'apparition de nouveaux acteurs paraétatiques et d'ONG, si elles peuvent constituer des relais de la « diplomatie verte », ne paraissent pas pour autant offrir une réelle valeur ajoutée par rapport aux autres formes d'influence (au premier rang desquels la « diplomatie du carnet de chèques »).

Ainsi, les influences extérieures ne rompent pas les équilibres mais saisissent des opportunités qui s'inscrivent dans le prolongement de l'influence financière. Cette influence s'applique d'autant plus facilement que les pays concernés sont en difficulté. La nature des régimes politiques conditionne la portée et les modalités de l'influence extérieure.

À titre d'illustrations :

- le Maroc affecte des ressources diplomatiques, économiques et religieuses en Afrique subsaharienne, région qui constitue le prolongement naturel du Royaume. Sa diplomatie s'appuie sur un rayonnement déjà ancien en Afrique de l'Ouest. Le Maroc recourt notamment à la formation et à l'éducation religieuse pour conforter son influence (subventions d'établissements, cycles dispensées au Maroc, financement de la construction de mosquée, dont celle de Dakar) ;

- le développement du wahhabisme en Côte d'Ivoire est originaire des populations revenues d'Arabie saoudite, qui se concentrent à Bouaké. Disposant d'une mosquée installée dans une zone défavorisée, cette communauté bénéficie de moyens financiers octroyés par l'Arabie saoudite (récemment, 1 milliard de Francs CFA pour la mosquée d'Abidjan) et s'appuie sur les organisations, associations, conseils et autres structures de l'Islam local. Une partie de cette communauté adopte une posture de réaction et provoque une surenchère de la distinction religieuse ;
- l'Iran développe son influence au Nigéria, notamment par le biais religieux. L'intérêt du pays pour Téhéran réside dans son envergure stratégique, démographique (à majorité musulmane en 2030) et économique. Le développement du chiisme s'accompagne d'un message politique fort centré sur l'injustice, la corruption et l'impérialisme relayé par des vecteurs médiatiques (presse, radio, TV) qui ciblent les étudiants, les universités, le système scolaire, et les groupes marginalisés. Cette influence comporte en germe l'aspect actionnable de l'idéologie, en miroir de la révolution iranienne.

Les modalités de cette « diplomatie verte » fluctuent en fonction de son caractère coordonné ou non par un État et du volume d'initiatives privées. Toutefois, la « diplomatie verte » est un relais à la portée limitée, notamment car elle est prisonnière de luttes entre les États eux-mêmes.



Quelles perspectives
et que faire ?

Quelles perspectives et que faire ?

1. **Affronter un phénomène complexe et constituer une vigie audible** : Comprendre la montée d'un Islamisme radical en Afrique nécessite une connaissance extrêmement fine des environnements spécifiques (facteurs de crises d'ordre individuel, politique, économique, sociaux...). Le véhicule idéologique et religieux ne doit pas être considéré comme le facteur le plus structurant. Cette complexité doit être maîtrisée afin de discriminer les actions efficaces à mener, identifier les acteurs pertinents, consolider les expériences endogènes. Enfin, le principe médical du *primum non nocere* devrait devenir un des points cardinaux de l'aide au développement. Il s'agit d'anticiper les conséquences de premier et de second ordre des actions menées afin de ne pas nuire de façon non intentionnée. Les services de renseignement occidentaux ont un rôle particulier auprès des responsables politiques locaux dans leur appréciation du phénomène de radicalisation et de ses conséquences. Les États côtiers en particulier tendent à minorer ce phénomène ou à le nier. Les services occidentaux peuvent accompagner les autorités locales pour faire face à ces enjeux. À cet égard, la dégradation de l'image de la France dans la zone constitue une difficulté. Paris est parfois considérée, via la rumeur et la diffusion de discours complotistes, comme responsable de la dégradation de la situation locale. L'importance de la rumeur au sein des sociétés subsahariennes, y compris au plus haut niveau de l'État, doit être pleinement prise en compte.

- 2. Lutter contre la radicalisation et bâtir une contre-narration.** Si la durabilité du phénomène semble rendre une politique d'endigement inopérante, plusieurs observateurs recommandent de s'appuyer sur des ressorts et des stratégies endogènes, afin de pallier les carences des efforts de déradicalisation (dont les principes et procédés restent à définir) et de contre-extrémisme violent (dont les contours sont trop flous). Cette stratégie exige de pallier la faible légitimité des acteurs étatiques pour porter ce discours. Les acteurs religieux pourraient s'y employer, mais sont souvent ostracisés. Leur marginalisation dans cette entreprise peut paradoxalement les amener à se radicaliser et accroître leur distance avec les autorités étatiques. Le dialogue interreligieux ne semble pas plus efficace, tant il semble contribuer aux fractures entre groupes. Le recours aux repentis et aux communautés semble pertinent, mais expose également à un risque de radicalisation par capillarité. Plus les États seront laïcs, plus l'islamisme sera ascendant dans la région. Le niveau de frustration assurera un niveau de demande très fort pour un Islam radical.

- 3. Favoriser la société civile et les résiliences communautaires.** La résilience des sociétés à l'islamisme radical dépend de facteurs socio-économiques locaux et des réponses apportées aux attentes des populations en fonction du contexte local. Afin de bâtir une légitimité, il est essentiel que les engagements occidentaux soient suivis d'effets, et ce dans des délais raisonnables. Il s'agit d'affronter les facteurs socio-économiques du

processus de radicalisation : moyens de subsistance, reconnaissance sociale, logiques de protestations, colère contre les autorités politiques locales, rejet des pratiques démocratiques, rejet de l'inégalité, utilisation des réseaux sociaux... Une approche de réhabilitation par inclusion sociale, afin de conforter la résilience des sociétés, semble pertinente, à l'instar de ce qui est fait en Mauritanie. En matière d'éducation et de prévention, l'approche pourrait être de subventionner les écoles coraniques, au risque de nuire aux principes de sécularisation et d'une mise à mal du système éducatif porté par l'État, déjà en déshérence.

- 4. Apporter une réponse proportionnée.** La lutte contre les groupes violents locaux appelle une réponse ajustée, qui inclut un volet militaire au sein d'une approche globale sécurité-développement (« on ne casse pas une idéologie avec une arme »). Il s'agit également d'éviter un « effet de trappe », où l'aide est surtout orientée vers la sécurité, qui permet à des régimes autoritaires d'y trouver les moyens de leur légitimité. La mise en œuvre d'actions concertées et séquencée (santé, éducation en particulier) constitue une marge de progrès, prenant en compte la demande croissante en matière de sécurité intérieure (police, justice...) qui tend à dépasser la demande de moyens militaires. Si la déliquescence des fonctions de l'État (sécurité, justice, couverture des besoins, maillage du territoire) permet à l'islamisme radical de prospérer et de se proposer comme alternative politique, l'obsession du state-building est un écueil. En tant que tel, le soutien aux structures de l'État n'ap-

porte guère de solution à l'expansion de l'islamisme radical, surtout si les régimes au pouvoir sont mal perçus par la population, qui aspire à leur éviction.

5. Penser un nouveau modèle de coopération. Un modèle de coopération avec les États incite à concevoir une feuille de route commune, portant des projets locaux de développement. Les principaux obstacles à une stratégie intégrée de développement sont le défaut de coordination entre les différents acteurs, la dispersion des systèmes de gouvernance et les lenteurs des processus de décision et de mise en œuvre. Or les engagements non tenus engendrent une aliénation des populations locales et un coût sécuritaire immédiat. De nouveaux leviers peuvent être favorisés en matière de sécurité (cyber, renseignement, forces spéciales), de développement (référentiel démocratique, transfert de savoir-faire, temps distinct, fonds d'urgence), de continuum sécurité-développement (transferts d'information, fonds d'aide communs). Il est essentiel d'évaluer localement les impacts et effets des actions, en particulier sur la réduction de la violence et l'instrumentalisation de la violence. L'une des difficultés est la conception d'indicateurs adéquats afin de mesurer l'efficacité d'un programme (quel effet sur la radicalisation, la violence, la pauvreté, etc.). La coopération bilatérale doit être complétée par une action à l'échelle régionale. La limite est que les structures régionales et locales sont souvent peu efficaces. Enfin, un dialogue avec les acteurs extérieurs influents semble pertinent.



Ordre
du jour

Ordre du jour

Colloque Interaxions 20 avril 2017

09 h 00 - 09 h 30 : Ouverture

09 h 00 - 09 h 15 : Mot d'ouverture du Directeur Général

09 h 15 - 09 h 30 : Introduction

**Jihad et politisation de l'Islam en Afrique :
résurgence ou nouvelle menace ?**

09 h 30 - 10 h 45 : TABLE RONDE 1

**Les fondements idéologiques et intellectuels de l'islamisme
africain : mouvements islamistes radicaux et processus de
delaïcisation.**

- Islamisme et radicalisation
- La question peuhle au Mali

10 h 45 - 11 h 00 : Pause

11 h 00 - 12 h 30 : TABLE RONDE 2

**Religion traditionnelle africaine et pouvoir politique :
quel rapport religion et pouvoir politique en Afrique ?**

- Réseaux confrériques en Afrique de l'Ouest
- Confréries au Sénégal

12 h 30 - 14 h 00 : Pause déjeuner

14 h 00 - 15 h 30 : TABLE RONDE 3 :

**Influences extérieures, facteur de radicalisation en Afrique :
mobilité des acteurs, circulation des discours et vecteurs de
diffusion.**

- Réseaux transnationaux et nouveaux acteurs musulmans en Afrique de l'Ouest
- Influence de l'Islam radical iranien au Nigéria

15 h 30 - 15 h 45 : Pause

15 h 45 - 17 h 30 : TABLE RONDE 4

Quelles perspectives et que faire ?

17 h 30 : Conclusion générale du Directeur de la Stratégie

